

# L'OMNIBUS

JOURNAL POUR TOUS.

Le Journal paraît tous les Mardis et les Samedis de chaque semaine et se vend dans les rues pour trois sous, ou par mailles des souscriptions, dans les pays de la poste et de l'union postale, par six premiers mois, trois francs cinquante.

On ne reçoit pas d'abonnement pour moins de six mois.

On reçoit aussi des annonces.

Bureaux et administration, 25 rue Saint-Vincent.

Toutes lettres non affranchies seront rigoureusement refusées.

Toutes lettres, correspondances ou communications quelconques devront être adressées à **SERGEAL ET FRÈRE**, imprimeurs-éditeurs.

L'OMNIBUS est en vente chez les principaux libraires de cette ville.

Montréal, Samedi, 6 Octobre 1860.

## AVIS.

Quelques personnes qui reçoivent notre journal depuis son apparition, c'est-à-dire depuis bientôt 3 mois, pensent seulement maintenant à nous le renvoyer.

Nous les prévenons que nous n'accepterons plus aucun renvoi, à moins qu'on nous fasse parvenir en même temps le prix de l'abonnement de 6 mois, chose qui nous paierait excessivement juste, car nous ne pouvons fournir, pendant trois mois, notre journal à qui que ce soit, pour qu'ensuite il lui prenne fantaisie de nous dire qu'il n'y souscrit pas.

## CE QUI SE PASSE EN EUROPE.

Par la dépêche que nous reproduisons dans une autre colonne, nos lecteurs verront que Victor-Emmanuel s'est déterminé à partir pour Naples.

Toute simple en apparence que soit cette nouvelle, elle est cependant d'une importance majeure. Car, si tel est le fait, tous les bruits divers et contradictoires qui avaient jusqu'ici couru sur la réponse que Victor-Emmanuel avait faite à la lettre de Garibaldi, sont réduits à néant. Le roi de Sardaigne n'hésite plus. Il sent que dans la terrible partie qu'il joue, il faut qu'il parvienne à sa personne et qu'il aille se mettre à Naples à la tête de l'armée napolitaine. De cette façon, selon nous, il pourra se faire connaître aux populations qui ne le connaissent encore que de renommée, et, tout en restant fermement allié à Garibaldi, il pourra par son influence contrebalancer les desseins aventureux du grand patriote qui se laisse peut-être un peu enivrer par ses succès et serait capable de compromettre la cause de l'Italie.

Comme point militaire, Naples est excessivement important, son magnifique port commande la Méditerranée et si l'Autriche rassemble non loin de la Vénétie une flotte de 74 navires portant 900 canons, Victor-Emmanuel peut lui opposer une force à peu près aussi considérable. Mais, il est probable que les opérations militaires ne seront pas dirigées par Victor-Emmanuel contre la Vénétie, du moins en ce moment. Attaquer Venise, ce serait déclarer la guerre à la Prusse, qui s'est engagée à rester neutre, tant que l'on ne touchera pas aux possessions autrichiennes. La Prusse prenant fait et cause pour l'Autriche quelle serait l'attitude de la Russie, de l'Angleterre et de la France? Elles ne pourraient certainement pas continuer plus longtemps leur politique de non intervention, il leur faudrait ouvertement déclarer leurs sympathies pour l'une ou l'autre cause. Il nous est permis de supposer que,

dans cette alternative, si aucun engagement secret ne le lie avec Napoléon III, l'empereur de Russie soutiendrait l'Autriche, car comme représentant du despotisme européen, Alexandre II ne pourrait tolérer aucune agression contre l'Autriche. Agir autrement, serait préparer pour son trône, une mine souterraine qui pourrait dans un avenir plus ou moins lointain le faire sauter et le réduire en poudre.

L'Angleterre, que ferait-elle alors? *That is the question.* Le fameux *to be or not to be* d'Hamlet. Et comment faire pour ne pas être l'Angleterre, c'est-à-dire fourbe en politique, avoir deux poids et deux mesures? Comment faire pour se prononcer contre les Italiens, après avoir publiquement encouragé Garibaldi? Comment faire pour se tourner contre lui, après lui avoir envoyé des mercenaires, fourni de l'argent, des munitions, des vivres, lui avoir frêté des navires, etc., etc.? Comment faire? Pour toute autre puissance européenne ce serait un dilemme dont elle sortirait aisément, malgré les conséquences qui pourraient en résulter, en agissant le contraire de continuer sa politique. Mais, l'Angleterre, elle passera outre, bien certainement.

Que ferait alors la France? Autre question. Il est un fait certain qu'après avoir tout fait pour l'Italie, après s'être déclarée son défenseur sur le champ de bataille et son zélé champion, elle ne peut l'abandonner ainsi, elle ne peut assister tranquillement au renversement de Pédifice qu'elle l'aura aidé à élever. Après avoir voulu le moins, la France ne peut reculer devant le plus que la force des choses aura amené. Dans le cas où une nouvelle coalition se formerait contre elle, la France n'hésiterait pas à se mettre à la tête du mouvement libéral européen et nul doute qu'elle sortirait victorieuse de la lutte. Les masses seraient avec elle, les cœurs palpitent pour elle, et, si nous pouvions avec certitude, (chose impossible,) exprimer notre opinion sur la pensée de ce Splinix politique qu'on appelle Napoléon, nous dirions que c'est là le rôle qu'il ambitionne depuis longtemps, le rôle qui lui permettrait d'opérer de grandes choses et environnerait son nom déjà si glorieux d'un nouveau prestige, d'une auréole immortelle.

Nous pouvons nous tromper, nous le souhaitons même, car nous n'aimons pas la guerre, nous sommes trop persuadé que ce n'est pas avec le sang que la terre se fert, que l'industrie progresse, que le commerce s'étend, pour être partisan d'une guerre générale qui embrasserait l'Europe et dont elle se ressentirait longtemps, mais nous sommes d'avis qu'il est des circonstances dans l'histoire d'un pays où il ne peut reculer, sans être accusé de faiblesse : et surtout quand ce pays s'appelle la France il doit toujours marcher à la tête du progrès et de la civilisation!

## CHRONIQUE DE LA SEMAINE.

Ami lecteur, que va dire notre cher Nemo en me voyant empêter sur ses droits? Il fait si bien la *causerie* que ça serait cruel de ma part de lui ravir son genre de réputation! Aussi je ne veux pas m'attirer ce reproche, et ma chronique aura cela d'innocent, qu'elle laissera le champ entièrement libre à notre spirituel causeur.

C'est tout simplement une fantaisie qui m'a pris, comme la démanaison de parler prend au plus intéressant des sexes!... Je sais que *trop parler nuit et trop gratter cuit*, et pour cette raison, je préfère écrire. L'OMNIBUS a un peu perdu de vue notre Conseil-de-Ville, et c'est sans doute la faute des *Echos Canadiens* et peut être davantage des *Echos Parisiens*! En effet, on aimerait sans doute un peu moins d'*Echos*, et nos deux amis de l'OMNIBUS ont senti eux-mêmes, puisqu'ils ont changé de *ton*. Je les en félicite, car pour avoir pris en *qui* il aurait tout jours *fallu en rester là, et s'en aller sans dire que tout!...* pour ces musiques là. Je n'y viens au Conseil-de-Ville, il y avait séance mercredi dernier, et les Ordres du jour, étaient fort longs; ce qui a inspiré au *Transcript* de Montréal une petite boutade, comme son petit bonhomme de rédacteur a l'habitude d'en faire; et selon lui, les séances du Conseil-de-Ville ont lieu uniquement pour jouer la farce des *passé petit, passé gros*. Malheureusement, ça lui rappelle qu'il est passé lui-même, *indé ira, de là son dépit!*...

On ne parle plus de la *Place Victoria*, des *OMNIBUS* dans nos rues, du *Carré Vivier*, tout cela est passé et doit rester. Mais il est question de bâtir des marchés: un sur la ferme St. Gabriel, une autre dans le quartier St. Antoine, sur la rue Bonaventure, un troisième au faubourg St. Laurent, rue St. Laurent, et enfin un quatrième, au Carré Papineau, rue Ste. Marie.

Le besoin de ces marchés se faisait vivement sentir, aussi cette sage mesure prise par nos membres a été acueillie avec joie par toute la population. C'est avec des œuvres de ce genre, que la Corporation rétablira son caractère *douteux*. La ville apprendra encore avec plaisir la tentative d'une mesure qui vient au secours de la famille de Pouvoir et même des autres classes de la société. Je veux parler de ce règlement que la Corporation veut introduire pour faire fermer les épiceries et les *salons* le dimanche. Quelques membres se récrient contre cette mesure en faveur de ceux qui ne reçoivent pas leur paye le samedi soir. Mais comme l'a fait judicieusement observer le conseiller Goyette, ceux qui ne sont pas payés le samedi soir, ne le sont pas plus le dimanche matin, et il est très commun chez toutes les classes ouvrières, de payer son compte le lundi.

NEMO.